

Regards Citoyens

Transparence & OpenData to fight against corruption



David Gayou
SCPC-ENM 2014 – Paris – 27 november 2014



Regards Citoyens ?

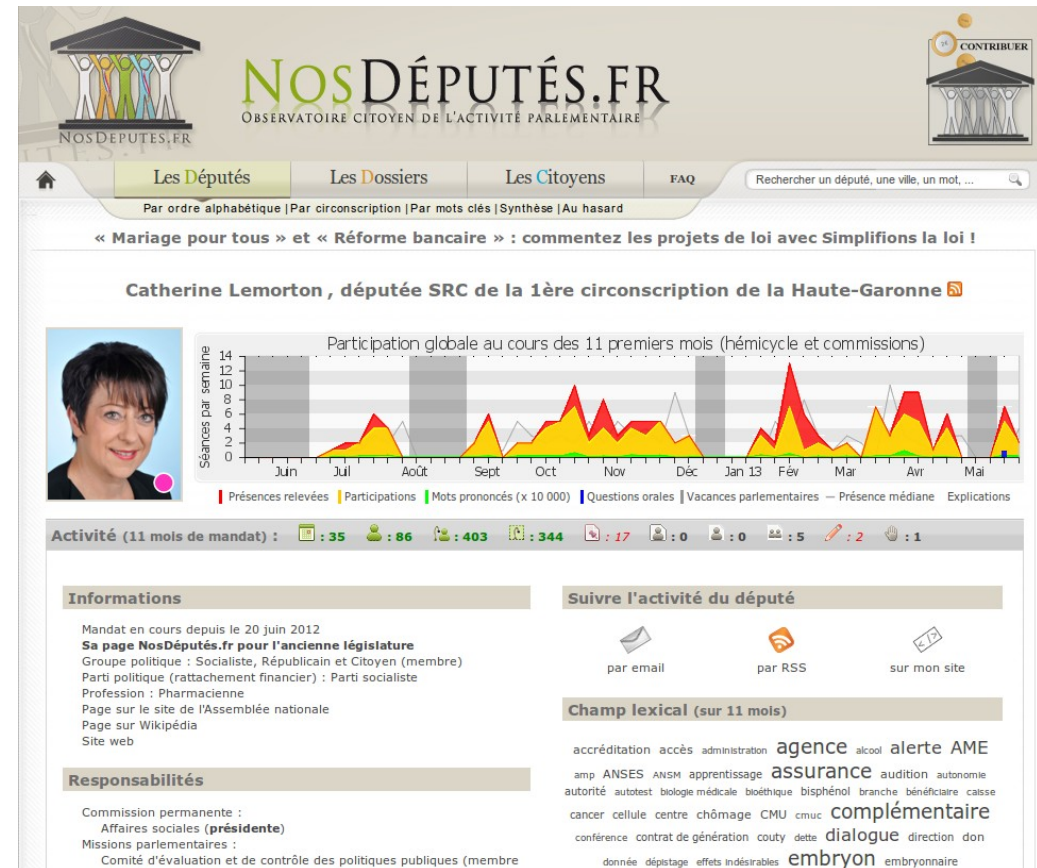
- Geeks !
- Who went passionate about Parliament activity in 2009
- Use their technical skills for their passion





NosDéputés.fr & NosSénateurs.fr

- Value activity of parliament members in the Assemblée nationale and the Sénat
- Use a maximum of public data from the JO or sites of the Assemblée nationale and the Sénat





Lots of parliamentary documents

- NosDéputés.fr and NosSénateurs.fr :
 - 3 121 637 parliament documents
 - Interventions
 - Amendments
 - Reports and Bills
 - Written questions
 - Since 2007
 - Updated every 8 hours



A search engine (1/2)

- Accessible from any pages

The screenshot shows the website **NOS DÉPUTÉS.FR**, described as an "OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE". The header includes a navigation bar with links: "Les Députés", "Les Dossiers", "Les Citoyens", and "FAQ". A search bar in the top right contains the word "avocats". Below the navigation bar, a banner reads "Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »". The main content area displays search results for "avocats", with a date range filter set to "entre juin 2012 et novembre 2014". A bar chart shows the number of results over time, with a specific callout for "Juillet 2013" showing "181 résultats". The results are listed as "Résultats 1 à 20 sur 2419 triés par date — trier par pertinence". The first result is "Amendement N° CL3 au texte N° 996 - APRÈS ART. UNIQUE (Sort indéfini)", with a brief description of its content. On the right side, there are two boxes: "S'abonner aux résultats de cette recherche" with options for "par email" and "par RSS", and "Rechercher par législature" with options for "13^{ème} législature" and "14^{ème} législature".



A search engine (2/2)

Une initiative de RegardsCitoyens.org

Identifiant GO Inscription

Législature 2007-2012

NOS DÉPUTÉS.FR
OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

CONTRIBUER

Les Députés Les Dossiers Les Citoyens FAQ

Par ordre alphabétique | Par circonscription | Par mots clés | Synthèse | Au hasard

Découvrez vos députés de la 14^{ème} législature !

avocats Rechercher

Résultats pour « **avocats** »

Affiner par date : entre samedi 01/01/2011 et mardi 01/02/2011

Résultats 1 à 20 sur 379 triés par pertinence — trier par date

Intervention en hémicycle le 20/01/2011 : Garde à vue

Roland Muzeau

Roland Muzeau Cet amendement a deux objets. D'une part, il propose de supprimer les deux dernières phrases de l'alinéa 9, qui autorisent les policiers à censurer des questions posées par l'**avocat** de la personne mise en cause, car cette possibilité de censure n'est pas accompagnée de garde-fou puisque toute question qui serait « de nature à nuire au bon déroulement de l'enquête » pourra être écartée. Les policiers pourraient donc parfaitement empêcher systématiquement les **avocats** de poser des

Consulter

Intervention en hémicycle le 19/01/2011 : Garde à vue

Claude Goasguen

Claude Goasguen Il est tout de même clair qu'il n'est pas possible d'interroger en même temps quatre suspects. Une solution doit être trouvée. De manière générale, attention à l'article 51 ! Ce que le rapporteur propose à travers l'amendement n° 95 est catastrophique. D'abord, il est inapplicable. Ensuite, il laisse croire que les **avocats** vont s'amuser, en toute conscience, à se rendre coupable d'un conflit d'intérêt et que les magistrats ne s'apercevront de rien. Quelle confiance vous leur

S'abonner aux résultats de cette recherche

par email par RSS

Rechercher par législature

13^{ème} législature 14^{ème} législature

Affiner la recherche

Réinitialiser les dates

Filtrer par type de résultat

Interventions (379)

Filtrer par député

Philippe Gosselin (36)

Filtrer par député

- + Sergio Coronado (70)
- + Alain Turret (66)
- + Thierry Lazaro (59)
- + Jean-jacques Candelier (55)
- + Cecile Untermaier (48)
- + Marc Le Fur (39)
- + Julien Aubert (38)
- + Paul Molac (36)
- + Alain Suguenot (35)
- + Bernard Perrut (35)
- + Damien Abad (35)
- + Nicolas Dhuicq (33)
- + Yann Galut (32)
- + Fernand Sire (31)
- + Pascal Cherki (31)
- + Patrick Hetzel (30)
- + Denys Robiliard (29)
- + Francois De Rugy (29)
- + Marie-jo Zimmermann (28)
- + Danielle Auroi (27)
- + Jean-pierre Decool (27)
- + Pierre Morel-a-l'huissier (27)
- + Christian Estrosi (26)
- + Eric Straumann (26)
- + Noel Mamere (25)
- + Barbara Pompili (24)
- + Charles De Courson (24)
- + Isabelle Attard (24)



Crowdsourcing of the Declarations of Interests

- 8000 citizens helped us get usable data
- A pad where citizens could write remarks

 Déclaration de Franck Marlin 

Partie 11 / 12

Activités conservées

10° Les activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, que le membre du Parlement envisage de conserver :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalité d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
SIREDON - GILLES MORANGIS	Président	Néant
CENTRE HOSPITALIER SUD-ESSONNE DOUDBAN-ETAMPES	Président du conseil de Surveillance	Néant
CCAS - SUISSE ETAMPES	Président	Néant
CAISSE des Ecoles SUISSE ETAMPES	Président	Néant



[Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par activité conservée déclarée par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ✕ » de la ligne correspondante.

Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description et modalités d'exercice de l'activité professionnelle	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Employeur n°1	Description n°1	Rémunération n°1 
Employeur n°2	Description n°2	Rémunération n°2

[Signaler un problème](#)

[Valider le formulaire vide](#) 

[Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)



Email alerts and RSS

S'abonner aux résultats
de cette recherche

 par email

 par RSS

Création d'une alerte email

Votre email

Mots clés recherchés

Période max. de réception

 This is a "feed" of frequently changing content on this site.
You can subscribe to this feed to receive updates when this content changes.

Subscribe to this feed using

☐ Always use Live Bookmarks to subscribe to feeds.

NosSénateurs.fr : Recherche sur avocats

[Intervention en hémicycle le 20/11/2014 : Loi de finances pour 2015](#)
20/11/2014 12:33

collectivités connaissent une situation sensiblement plus dégradée que d'autres. Le Gouvernement a fait adopter des dispositions pour les collectivités aux prises avec leurs emprunts structurés, leurs *avocats* et leur coût exorbitant en devises et en professionnelle pour alimenter un fonds d'investissement, ne faudrait-il pas mettre en place un moratoire sur

[Délégation sénatoriale à l'Outre-mer - Intervention le 20/11/2014](#)
20/11/2014 06:09

particulièrement la contribution à nos travaux d'Éric Doligé qui n'est pas ultramarin mais qui a su aborder les p au cours de nos déplacements et de nos auditions, ce qui lui a permis de s'en faire l'*avocat* talentueux. La contr seuls en séance publique pour défendre les intérêts des outre-mer. Ils ont besoin d'alliés. La France est un



The law factory (1/2)

LA FABRIQUE DE LA LOI

Search:

Logos: médialab, CEE, île de France

PJL Transparence de la vie publique (texte organique)

Navigation: < Voir la chronologie du texte | Vue alignée

Dépôt	1 ^{ère} Lecture						CMP	Nouvelle Lecture				Lect. Déf.
Gouv.	Assemblée		Sénat				CMP	Assemblée		Sénat		AN
PJL	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Com.	Com.	Hém.	Com.	Hém.	Hém.

Article 2

1^{ère} Lecture · Sénat · Commission

Modifications : 44.69 %

Longueur du texte : 5030 caractères

Explorer les amendements

- I A. - L'article L. O. 140 du code électoral est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- "Le mandat de député est également incompatible avec l'exercice de fonctions juridictionnelles autres que celles prévues par la Constitution relevant de l'ordonnance du 22 décembre 1958 précitée et avec l'exercice de fonctions d'arbitre, de médiateur ou de conciliateur."
- I B A. - L'article L. O. 145 du code électoral est ainsi modifié :
- 1^{er} Au premier alinéa, les mots : "et de membre du conseil d'administration" sont supprimés ;
- 2^e Le second alinéa est ainsi rédigé :
- "Sauf si le député y est désigné en cette

À PROPOS | BLOG | OPENDATA | SIGNALER UN BUG | MENTIONS LÉGALES | CONTACT



Re



Links toward the documents



Jean-Jacques Urvoas, rapporteur
Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)



Denis Baupin, président
Quel est l'avis du Gouvernement ?

[Laisser un commentaire](#)

Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement
Défavorable.

[Laisser un commentaire](#)



Julien Aubert
C'est un peu court, comme réponse !

[Laisser un commentaire](#)

*Les amendements identiques nos **69**, **70** et **230** ne sont pas adoptés.*



Denis Baupin, président
La parole est à M. Damien Abad, pour soutenir l'amendement n° **285**.

[Laisser un commentaire](#)

Transparence de la vie publique
Discuté en séance le 19 juin 2013
Déposé le 17 juin 2013 par : M. Abad, M. Reiss, M. Fasquelle, M. Gosselin, M. Decool, Mme de La Raudière, M. Darmanin, M. Lazaro.



Pouvoirs publics : transparence de la vie publique (2)
ART. 10
Après alinéa 6, insérer l'alinéa suivant :
« 3° ter Les fonctionnaires de catégorie A et les directeurs des administrations publiques ; ».

Exposé sommaire :
La déclaration d'intérêts doit également toucher les plus hauts représentants de l'État, comme les représentants de l'administration qui en ont la direction.
Ils doivent également faire preuve de transparence.

Amendement N° 230 (Rejeté)



Open data against the corruption

- Open Data defines the ability to handle data (not documents) and to reuse them without :
 - Legal constraint
 - Financial constraint
 - Technical constraint



Some keys datasets

- **Details of the Réserve Parlementaire**
Obtained by H. Lebreton, published on data.gouv.fr
- **Development aid (Mali)**
On data.gouv.fr in open data
- **Companies list(SIRENE)**
No open data, but commitment of the G8 13/06/2013
- **Tenders list**
Partially (~30%) on data.gouv.fr. commitment of the G8 13/06/2013
- ...



Open Data help the inter-services communication

- Hard to know data existence
- Heavy administratives forms to access it
- Open Data allows easy acces to have a quick look to check.
- Allows the use of public search engine to find them.



Statistics against corruption

- Statistics models on corruption risks for a tender
- Allow to better target/organise investigations on corruptions



Statistics against corruption

- Methods of « Fraud Detections » are used by Retail Banks and insurances companies since 80's
- Not a proof ! But a good hint on where to investigate.



Thanks !



<http://RegardsCitoyens.org>

@RegardsCitoyens

#regardscitoyens on irc.freenode.net